



du Syndicat National Unitaire
tituteurs, Professeurs d'école
PEGC. Section de l'Aveyron.

numéro 64
supplément 1

Mars 2009 - 0,50 €
ISSN 1165 - 3116

Dispensé de timbrage Decazeville CC - T1



DÉPOSÉ LE 03/03/2009

FACE à l'URGENCE SOCIALE : l'UNITÉ d'ACTION !

PARTOUT 19 mars GRÈVES et MANIFESTATION UNITAIRES

à l'appel des confédérations
et fédérations CFTD, CFTC,
CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Soli-
daires, UNSA, des organisa-
tions syndicales de la Fon-
ction Publique et de l'Éduca-
tion

MANIF RODEZ

15h. Esplanade de Bour-
ran à Rodez à l'appel
des organisations
aveyronnaises CGC,
CGT, CFTC, CFTD, FO,
FSU, Solidaires, UNSA..

AG à 13h, lieu à définir.



2,6 milliards d'euros.

À comparer avec les 15 milliards du « paquet fiscal », incluant le « bouclier » du même nom, ou les 26 milliards d'euros précédemment annoncés au nom de la relance de l'investissement... Sans oublier les projets de nouvelles réductions des contributions patronales, qui seront compensées par une hausse des impôts pour tous : suppression de la taxe professionnelle d'ici 2010 (11,4 milliards d'euros) ; exonération des cotisations servant pour les allocations familiales (30 milliards d'euros).

Et toujours 30 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique, ...

Sommaire :

- | | |
|---|---|
| 1. Face à l'urgence sociale — 2,6 Milliards | 4. Mouvement 2009 : de vraies régressions |
| 2. Edito - Appel 19 mars | 5. CTPD du 26 février, les mesures. |
| 3. Appels à l'action — Modalités | 6. Compte-rendu du CTPD du 26/02 |



1 rue de la Montagne
12300 DECAZEVILLE
Tél : 05.65.43.40.11
Fax : 05.65.43.49.29
Mél : snu12@snuipp.fr
Site : <http://12.snuipp.fr>



Appel du 19 mars 2009 des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance. En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation

19 mars : Grèves et Manifestations

sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé.

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires... A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.

La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée. Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés. La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels. Elles confirment la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays.

En prolongement de leur déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- défendre l'emploi privé et public,
- lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité

Elles expriment leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

Elles conviennent de se réunir à nouveau le 20 mars 2009 à 8h00.

Paris, le 23 février 2009

Edito

JUSTES

L'INSEE vient de publier des données relatives à la répartition des richesses. On y lit qu'en 1960, la part des salaires dans la valeur ajoutée était de 66,3%.

Jusqu'en 1982, et après une brusque accélération en 1968 (*on sait comment et pourquoi*), cette part augmentera jusqu'à atteindre 74,1%. A partir du tournant de la rigueur de 1983, sous Mitterrand, Mauroy puis Fabius, la tendance s'inverse.

En 2007, la part des salaires n'était plus que de 65,1%.

De ces chiffres, il est aisé de tirer une certitude : **les inégalités sont aujourd'hui plus fortes qu'en 1960.**

Les choix faits depuis 30 ans ont été quasi systématiquement défavorables aux salariés, secteur public et privé confondus. Cette politique montre chaque jour un peu plus qu'elle a échoué.

Sarkozy tente de détourner l'attention vers quelques patrons-voyous, banques et fonds pas très propres, etc. Qui les a fait rois ?

Les Guadeloupéens ont mis le doigt sur l'essentiel. Si tout n'est pas directement comparables, ici et là-bas, mais aussi entre là-bas et tant de populations éranglées par la misère de par le monde, nos camarades de Guadeloupe ont désigné le mécanisme à l'œuvre : « pwofitasyon », profit et exploitation.

C'est bien de cela que nos sociétés sont malades, quand tout est soumis à l'absolue priorité du profit, il est profitable de multiplier les charrettes de suppressions d'emplois, profitable de creuser les inégalités, profitable de casser les services publics, profitable d'accroître encore et encore l'exploitation.

C'est dire combien, **le 19 mars**, dans l'unité, par les grèves et dans les manifestations, **nous porterons des revendications justes.**

Le 1^{er} mars 2009,
Jean-Luc Tomero

Comité de rédaction :

Romain Fayel, Laurent Munoz, Valérie Tavernier, Jean-Luc Tomero, Noëlle Villeneuve

Communiqué des fédérations de l'Education FAEN, FERCCGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT, Sud-Education, UNSA Education du 12 février

(extraits)

(...) Dans le domaine de l'éducation, malgré la puissance de la grève, aucune réponse nouvelle n'a été apportée aux revendications : le Président de la République a au contraire **maintenu intégralement les suppressions de postes et les orientations contestées de sa politique et a caricaturé à la fois les revendications et la réalité**, qu'il s'agisse de l'Université et de la Recherche ou des moyens consacrés à l'éducation.

COMMUNIQUE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA FONCTION PUBLIQUE CGT - CFDT - FO - FSU - UNSA - CFTC - CGC - SOLIDAIRES
(extraits)

(...)

S'agissant plus précisément de la Fonction Publique, **aucune des revendications des personnels n'a été prise en compte**. Au contraire le Président de la République a cherché à **opposer public et privé**.

Nos organisations (...) appellent d'ores et déjà les syndicats et les personnels à **préparer cette journée de mobilisation, y compris par la grève et les manifestations**.

MANIF du 19 mars
15h. Esplanade de Bourran à Rodez

à l'appel des organisations aveyronnaises CGC, CGT, CFTC, CFDT, FO, FSU, Solidaires, UNSA.

Parcours : Pont de Bourran, Place d'Armes, Tour de Ville, St Cyrice, Rue Bêteille, Pl. d'Armes.

La FSU12 fait la proposition aux autres organisations de tenir une AG à partir de 13h.

19 mars : pour un printemps chaud !

Dans le même temps les pressions sur les personnels et les tentatives de remise en cause du droit syndical se poursuivent.

C'est pourquoi les fédérations entendent s'inscrire pleinement dans la journée d'action du 19 mars et appellent les personnels à **en assurer la réussite, notamment en préparant grèves et manifestations**.

Elles appellent également à poursuivre les actions engagées et à prendre toutes les initiatives unitaires dans les départements et régions (...)

Elles s'adressent solennellement au gouvernement :

- pour que celui-ci renonce enfin à la totalité des suppressions de postes dans les enseignements scolaires et supérieur ainsi qu'à Jeunesse et Sports ;

- pour qu'il réponde positivement et sans attendre à la mobilisation des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pour le champ de la Fonction Publique, elles s'adressent ce jour au Gouvernement pour exiger l'ouverture immédiate de négociations sur :

- L'arrêt de la politique aveugle de suppressions d'emplois et un moratoire immédiat sur celles contenues dans le budget 2009,
- l'augmentation significative de la valeur du point et la réévaluation de l'ensemble de la grille indiciaire pour améliorer la carrière des agents,
- le retrait de projets porteurs de lourds reculs pour la population et les personnels, et qui se traduisent notamment par des délocalisations et des fermetures massives de services de proximité, et l'aggravation des conditions de travail,
- les moyens nécessaires à la pérennisation du financement des missions publiques en lieu et place de l'actuelle politique d'austérité imposée aux services de l'Etat, aux collectivités locales et aux établissements hospitaliers.

Face à la révision générale des politiques publiques (RGPP), elles rappellent leur détermination pour le développement de services publics de qualité, dotés de tous les moyens nécessaires pour répondre encore mieux aux besoins sociaux et de solidarité. (...)

Parce que le service public est le garant de l'égalité : Imposer d'autres choix

Des débats dans les écoles, des forums, des écoles occupées, des lycées bloqués, des marches pour l'école (en tout près de 2000 personnes mobilisées), Darcos qui échoue lamentablement dans son opération « Évaluations CM2 » face à la détermination des personnels, avec les RASED, avec les « désobéisseurs », depuis le 11 septembre, le 19 octobre, le 20 novembre, le 10 décembre et jusqu'aux plus de 83% de grévistes (*bravo !*) dans les écoles aveyronnaises le 29 janvier, le SNUipp et la FSU ont été de tous les rendez-vous.

Et nous continuerons de l'être, dans les instances comme dans la rue, puisque rarement, comme aujourd'hui, l'acuité des questions posées des finalités des services publics a été aussi forte : la crise souligne l'importance des choix à faire,

quelle école pour quelle société ?



Nous avons rencontré en audience M. Legrand (encore IA12) le 18 décembre sur ces questions (cf. FS12 n°64 janvier). Depuis le recteur a précisé ses instructions en CTPA. L'ensemble des départements de l'académie sont donc tenus d'appliquer certaines dispositions communes. Pour l'essentiel, elles tendent à contourner les représentants des personnels et à faciliter le travail de l'administration. Quant aux intérêts des personnels, on ne peut pas dire, là non plus, que ce soit le premier objectif de cette réforme...

Vous trouverez sur le site du SNUipp12, tous les documents cités en référence.

Mouvement 2009 : de vraies régressions

Un seul mouvement

L'administration veut parvenir à placer le plus grand nombre de personnels en une seule opération. Pour cela, elle impose aux personnels sans poste d'effectuer un certain nombre de vœux géographiques. Si les personnels ne sont pas nommés sur un des postes qu'ils ont demandé, l'administration, dans la phase dite « d'ajustement » suivant immédiatement le traitement des vœux, nommera les collègues en fonction de leurs vœux géographiques. **Le second mouvement disparaît donc.**

Sachant que l'administration limite le nombre de vœux à 30 (contre 99 jusqu'alors) que sur ces **30 vœux, pour les sans poste**, elle compte obligatoirement **10 vœux géographiques**, on mesure un **resserrement certain des possibilités de choix**. Le SNUipp a demandé que le nombre de vœux géographiques obligatoires soit réduit de moitié. Sachant que si plus de 220 personnels obtenaient satisfaction sur leur vœux n° 1 à 25, une trentaine obtenaient leur vœu n° 26 à 99 et plus de 120 restaient sans poste (en moyenne sur les cinq derniers mouvements), ce sont donc autour de **150 collègues qui pourraient être concernés par cette phase d'ajustement.**

Des représentants paritaires moins consultés

Quand on sait quel pointillisme préside, depuis des années, à l'élaboration du 2nd mouvement, on peut craindre que les représentants des personnels ne soient pas assez associés (ce n'est plus obligatoire !) à cette phase d'ajustement et donc que les intérêts des personnels ne soient pas défendus comme ils l'étaient jusqu'alors.

Autre élément, l'administration prévoit d'informer individuellement et directement (par e-prof) chacun des collègues

de leur possible affectation et ce, une semaine à 10 jours AVANT la CAPD. Au-delà de l'évidence d'un contournement des représentants des personnels en CAPD, on mesure le risque pris par l'administration qui annoncerait une possible affectation sans avoir croisé et vérifié ses résultats avec les représentants des personnels.

Par ailleurs, le SNUipp12 voit avec quelque ironie notre administration pratiquer ce qu'elle condamnait hier (et parfois avec beaucoup de véhémence), l'information préalable à la CAPD. Le SNUipp12 regrette cependant qu'on n'aille pas au bout d'une réelle transparence sur les opérations du mouvement

qui exigerait de travailler réellement à « livres ouverts » comme cela s'est fait dans de nombreux départements.

Le SNUipp12 continuera à apporter à chaque personnel les informations qui permettront à chacun de comprendre et vérifier les dispositions le concernant.

Il y aura d'ailleurs nécessité pour les représentants des personnels de croiser plus précisément et plus largement avec les personnels compte tenu des modifications du barème.

Un barème modifié

Le barème précédent, depuis que le SNUipp avait réussi à faire retirer la note, s'établissait comme suit : **A+E/4**.

L'ancienneté demeure, par contre chaque enfant à charge comptera pour 1 point.

A ceci s'ajoutent :

- ◆ **H** : la prise en compte de la situation de handicap du personnel, de son conjoint, d'un enfant (10 points) ;
- ◆ **R** : une bonification pour résidence séparée d'un enfant de 18 ans ou moins (1 point / an à 50 km ou plus)
- ◆ **P** : une bonification pour situation professionnelle particulière
 - + 3 points pour stabilité sur le même poste après 3 ans
 - + 5 points pour mesure de carte scolaire .

Ce qui donne le barème suivant :

$$A + E + H + R + P$$

Contre le barème, des commissions renforcées

Depuis des années, le SNUipp dénonce le renforcement insidieux du rôle des commissions et la prolifération des postes à profils. Comme dirait Sarkozy, c'est la fin de l'hypocrisie : Les commissions seront désormais **classantes**, c'est-à-dire qu'elles n'auront pas pour objectif de vérifier l'adéquation entre les compéten-

ces et les motivations des personnels vis-à-vis des postes (elles émettaient des avis -favorables ou défavorables- et c'est le barème qui départageait) ; désormais elles classeront les candidats.

Exit le barème qui sera totalement ignoré (c'était déjà dans la circulaire Darcos). Devant les réactions syndicales, l'IA a réfuté qu'il puisse s'agir d'une gestion « à la tête du client » arguant qu'il existe des personnels jeunes et compétents qui, faute d'un barème suffisant, sont barrés sur tel ou tel poste. L'argument étant connu, ayant toujours beaucoup servi pour maintenir et renforcer les injustices mais aussi pour refuser à tous une juste rémunération, le SNUipp12 n'a pas été convaincu.

Outre le renforcement du rôle des commissions, le nombre de postes soumis à ces avis a été augmenté, et on voit apparaître parmi ceux-ci les postes de **directeurs d'écoles à 10 classes et plus**. Là encore, aux critiques syndicales, l'IA a opposé un long plaidoyer où il a été question de loyauté, d'établissements, de l'inexorable marche du monde, de l'attitude systématiquement négative des syndicats sur la direction. De fait, l'IA s'inscrit pleinement dans les réformes en cours ou esquissées (les EPEP et autres). **Le SNUipp12 a souligné que si l'administration cherche des chefs d'établissement, les personnels cherchent à rester des enseignants.**

En conclusion, on discerne effectivement les éléments qui concourent à décrire une **tentative de domestication de la profession** par le renforcement du poids de la hiérarchie dans la carrière et les tentatives d'affaiblissement du rôle des représentants et des droits des personnels.

Les appels de plus en plus fréquents à une **loyauté** inconditionnelle deviennent un leitmotiv inquiétant. Les enseignants aiment faire leur métier, ce n'est pas cette loyauté-là, qui ne demande qu'à s'exercer, qui n'a pas besoin d'être rappelée, sollicitée encore moins d'être imposée, qu'on nous réclame désormais. Cela devrait interroger non seulement tous les collègues mais aussi toute la hiérarchie.

Ces modifications des règles, qui prennent tout leur sens parmi toutes les réformes en cours, pour quelques éléments plutôt positifs (ex. : la prise en compte du handicap), forment un ensemble clairement régressif. On ne voit pas bien en quoi cela confortera les collègues dans leur rôle d'enseignant et l'école dans ses missions.

Sans nul doute un signe de plus du divorce entre les personnels et son administration.

Propositions de mesures de l'IA au CTPD du 26 février 2009

Ouvertures

Commune	Nom	Mesure	Nb Postes
Auzits	"Roger Noyer"	0,5	2,5
Baraqueville	"G.Brassens"	0,5	8,5
Bournazel		0,5	2,5
Comps-Lagrandville	Bourg	0,5	3,5
Galgan	Bourg	0,5	2,5
Huparlac	Bourg	0,5	1,5
Laissac	"Ch.de Gaulle"	0,5	5,5
Lanuéjols	Bourg	0,5	4
Martiel		1	5
Millau	"J. H. Fabre"	0,5	5
Montsales	Gaurels	0,5	1,5
Nant	Bourg	0,5	3,5
Onet Le Château	rue du Stade	1	7
Onet Le Château	"P. Puel"	0,5	9
Quins	Salan	1	4
Rebourguil	Bourg	0,5	1,5
Rignac	Bourg	0,5	5,5
Séverac Le Château	"J. Ferry"	0,5	3,5
Séverac Le Château	"J. Moulin"	0,5	5,5
Séverac L'église	Bourg	0,5	1,5
Villefranche de R ^{gue}	"Le Tricot"	0,5	8

Ouvertures

Rééducateur G RASED J.Monnet Espalion
Rééducateur G RASED CMPP Rodez

Implantations

Coordonnateur Sciences et Technologie
Conseiller Pédagogique TICE rattaché à circ. Rodez
Réfèrent collège Ramadier Decazeville
Réfèrent Collège J.Fabre Rodez

Suppressions

Commune	Nom	Mesure	Nb Postes
Arviu	Bourg	-1	3
Aubin	"J. Ferry" Le Gua	-0,5	2,5
Bastide L'Evêque	Bourg	-1	2
Capelle-Bleys		-0,5	1,5
Estaing	Bourg	-0,5	1
Firmi	"J. Zay"	-1	3
Luc-La-Primaube	"J. Boudou" Elem.	-0,5	6
Millau	"J.H. Fabre"	-0,5	3
Millau	"J. Ferry"	-1	8
Montezic	Bourg	-0,5	1
Mur De Barrez	Bourg	-0,5	2,5
Requista	Bourg	-1	2
Rodez	"Flaugergues"	-0,5	7
St Georges de L.	Bourg	-0,5	4,5
St Izaire	Bourg	-0,5	1
Villefranche de R ^{gue}	"Nord"	-1	2
Villefranche de R ^{gue}	"Pendaries"	-1	4

Fermetures

Directeur IME Cransac
Rééducateur G RASED Firmi M.Curie
Rééducateur G RASED St Afrique
Rééducateur G RASED Flaugergues Rodez
Rééducateur G RASED P.Ramadier Rodez
E RASED Marcillac
E RASED Rignac
E RASED Espalion
E RASED Mur de Barrez
E RASED Narcisses Onet le Château
E RASED Le Crès Millau
E RASED Réquista
E RASED Rieupeyroux
Décharge EMF
0,5 Animateur ZEP
0,5 complément IEN
1 BD congés mat. Le Radel Villefranche de R^{gue}
1 BD Formation Continue circ Espalion
1 BD Formation Continue circ Millau
2 BD Formation Continue circ Rodez

Transferts

Psychologue Sco de Rieupeyroux à G.Brassens Baraqueville
Anim. Informatique de circ Rodez/Espalion à Espalion/Decazeville
CLIS de Ec. Nord Villefranche de R^{gue} à Le Tricot Villef. de R^{gue}

Se Syndiquer au SNUipp12
Se tenir informé

sur
<http://12.snuipp.fr>



Sur ordre du recteur, l'IA a dépensé tous ses moyens : il n'a plus rien pour la rentrée ! La Formation Continue allait mal, l'IA franchit le pas : elle agonise !

Au-delà du catalogue de mesures proposées par l'IA, c'est bien le poids des 12 retraités qu'il faut souligner.

En imposant à l'Aveyron de "rendre" 10 postes de Rased (E et G) et 2 postes de "mis à disposition", le rectorat nous impose une fort mauvaise purge.

Compte-rendu du CTPD du 26 février 2009

D'abord bien sûr, c'est bien le **traitement de la grande difficulté scolaire qui est frappé**. Et les collègues spécialisés placés en surnombre (3) comme les non spécialisés (dont certains avaient pour projet de se former !) qui eux, perdent leur poste auront raison de se sentir floués par notre administration.

Ensuite, ce sont les réponses plutôt chiches qui ont été apportées aux demandes des écoles : plutôt 1/2 poste qu'une création franche. Enfin c'est un nombre de fermetures conséquent avec lesquelles devront s'accommoder les équipes des écoles concernées.

Or nous accueillerons l'an prochain **128 élèves supplémentaires**, sans compter les deux ans de plus en plus souvent laissés à la porte.

En quelques années, nous aurons accueilli plus de 1600 élèves supplémentaires en ayant perdu 89 postes ! On comprend que cela accroisse les difficultés d'année en année.

Une nouveauté cependant n'a pas fini de d'engendrer ses conséquences néfastes. Le recteur a imposé aux départements qu'ils distribuent dès cet hiver l'ensemble de leurs moyens sur le terrain. **L'IA n'a donc plus aujourd'hui de moyens pour répondre aux évolutions de la rentrée 2009.** S'il s'avérait que des écoles voient leurs effectifs augmenter, il n'aurait que deux solutions : ignorer la demande ou fermer un poste ici pour répondre à une explosion d'effectifs là.

D'ores et déjà, **les écoles doivent se préparer à soutenir la lutte à la rentrée.** Car, et cette carte scolaire le montre à nouveau, lorsqu'on n'est pas tout d'abord entendu, **c'est en se donnant les moyens de se faire entendre qu'on risque tout au plus d'obtenir satisfaction.**

Les représentants du SNUipp sont intervenus sur tous les dossiers en leur possession.

Par ailleurs, ils ont demandé où en sont les **projets villefrancois** de "rapprochement" ou fusion des écoles du centre. Alors que la désormais très

vieille
histoire de
"La Douve"

continue à occuper le paysage, il semble qu'un projet de fusion des écoles Nord et Pendariès soit en passe de voir le jour. Rien ne serait fait selon l'IA. Le SNUipp12 a tenu à rapprocher les informations parcellaires d'aujourd'hui à une longue série de débats, rumeurs et décisions brutales dont ne fut pas la moindre la fusion (pendant les congés d'été 2008 !) des écoles Sud et Hte Guyenne sans qu'à aucun moment le CTPD ait été informé. Pour le SNUipp12, ces remuements divers ont une conséquence évidente : projets jamais aboutis, rumeurs et attermoissements, en assombrissant et précarisant l'avenir des écoles publiques du centre, **c'est l'école privée qui est favorisée.**

A propos de l'école privée, l'IA a tenu un discours dans lequel il a marqué sa surprise de voir les représentants des personnels insister autant sur les conséquences de la concurrence. Le SNUipp12 lui a rappelé que nous avions démontré, il y a quelques années de cela, que ces conséquences peuvent être clairement chiffrées en terme de postes. Si désormais notre département a un P/E (nombre de postes pour 100 élèves) très comparable et même moins favorable que les autres départements de l'académie, l'Aveyron est le seul à porter le poids d'une concurrence scolaire.

Concernant les 3 postes de **RASED surnuméraires**, le SNUipp12 a insisté pour qu'ils soient affectés à un RASED même s'ils sont placés sur "une ou deux écoles", comme le prévoit la note d'information du Ministère issue des discussions récentes avec les organisations syndicales.

Parmi les suppressions, le SNUipp s'est élevé contre le **retrait de 4 postes de Brigades Formation Continue.** Il s'agit

d'une amputation d'un tiers des moyens de la brigade FC ! La Formation Continue était plus que bancal, elle est désormais sinistrée. L'IA a fait une réponse à deux niveaux. Premièrement, il compte sur l'arrivée des « Masters 2 »² en formation pour remplacer les BD supprimés. Deuxièmement, il considère qu'il faut revoir le temps de service des enseignants et qu'il faudra bientôt se former pendant les vacances...

Bien évidemment, le SNUipp réfute l'argumentaire. Nous nous sommes toujours élevés **contre la formation continue hors temps scolaire**, a fortiori pendant les vacances. Nous avons aussi remarqué que si les « Masters 2 » arrivaient effectivement cette année, ce dont nous ne sommes pas certains, le pire n'est jamais certain, compte tenu des luttes engagées dans le supérieur et les IUFM actuellement, les conditions techniques de mise en place ne seront pas les mêmes... On ne peut asseoir la formation continue sur ces seuls moyens. On peut par ailleurs se demander si les collègues seront très enthousiastes à l'idée de laisser leur classe à un stagiaire qui n'aura JAMAIS rencontré d'élèves... Cela dit sans mettre en cause particulièrement ces futurs collègues : **c'est le Ministère qui a choisi cette politique, c'est l'école, les personnels et surtout les élèves qui en supporteront les conséquences.**

Enfin, le SNUipp a demandé des explications à propos d'un demi emploi d'Animateur ZEP. En réponse, il nous a été dit qu'il fallait rendre des postes et donc qu'il ne fallait pas y voir une intention vis à vis de la ZEP...

[1] qui seront en fait indolores en Aveyron pour les associations amies de l'école puisque l'IA a choisit de retirer divers autres moyens (décharges, mis à dispo IEN, ...).

[2] avec la disparition des IUFM, les futurs collègues viendront "faire un tour" sur le terrain, de temps en temps.